



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.657
21 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-sixième session
Genève, 3 mai-4 juin et
5 juillet-6 août 2004

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Pedro COMISSÁRIO AFONSO

CHAPITRE VIII

ACTES UNILATÉRAUX DES ÉTATS

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
A. Introduction.....	1 – 15	2

A. Introduction

1. Dans son rapport sur les travaux de sa quarante-huitième session, en 1996, la Commission du droit international a proposé à l'Assemblée générale d'inscrire le droit des actes unilatéraux des États au nombre des sujets se prêtant à la codification et au développement progressif du droit international¹.
2. Au paragraphe 13 de sa résolution 51/160, l'Assemblée générale a, notamment, invité la Commission du droit international à examiner plus avant le sujet «Actes unilatéraux des États» et à en indiquer la portée et le contenu.
3. À sa quarante-neuvième session, en 1997, la Commission a créé un groupe de travail sur ce sujet, qui a fait rapport à la Commission sur l'opportunité et la faisabilité de son étude, la portée et le contenu possibles du sujet et le schéma de l'étude. À la même session, la Commission a examiné et approuvé le rapport du Groupe de travail².
4. Toujours à sa quarante-neuvième session, la Commission a nommé M. Victor Rodríguez Cedeño Rapporteur spécial pour le sujet³.
5. Au paragraphe 8 de sa résolution 52/156, l'Assemblée générale a approuvé la décision de la Commission d'inscrire le sujet à son programme de travail.
6. À sa cinquantième session, en 1998, la Commission était saisie du premier rapport du Rapporteur spécial sur le sujet⁴ et l'a examiné. À l'issue de son débat, la Commission a décidé de convoquer à nouveau le Groupe de travail sur les actes unilatéraux des États.
7. Le Groupe de travail a fait rapport à la Commission sur les questions touchant la portée du sujet, l'optique dans laquelle l'aborder, la définition de l'acte unilatéral et les travaux futurs

¹ Ibid., *Cinquante et unième session, Supplément n° 10* (A/51/10), p. 258 et 259 et 365 à 367.

² Ibid., *Cinquante-deuxième session, Supplément n° 10* (A/52/10), par. 196 à 210 et 194.

³ Ibid., par. 212 et 234.

⁴ A/CN.4/486.

du Rapporteur spécial. À la même session, la Commission a examiné et approuvé le rapport du Groupe de travail⁵.

8. À sa cinquante et unième session, en 1999, la Commission était saisie du deuxième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet⁶ et l'a examiné. À l'issue du débat, la Commission a décidé de convoquer à nouveau le Groupe de travail sur les actes unilatéraux des États.

9. Le Groupe de travail a fait rapport à la Commission sur: a) les éléments fondamentaux d'une définition opératoire des actes unilatéraux comme point de départ de la poursuite des travaux sur le sujet ainsi que du recensement de la pratique des États en la matière; b) la formulation de principes directeurs généraux à suivre pour effectuer ce recensement; et c) la direction dans laquelle le Rapporteur spécial devrait poursuivre ses travaux. À propos du point b) ci-dessus, le Groupe de travail a élaboré les principes directeurs de la mise au point d'un questionnaire que le secrétariat adresserait aux États en consultation avec le Rapporteur spécial pour leur demander de fournir des matériaux et des renseignements sur leur pratique concernant les actes unilatéraux et de faire connaître leur position sur certains aspects de l'étude du sujet entreprise par la Commission.

10. À sa cinquante-deuxième session, en 2000, la Commission a examiné le troisième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet⁷, ainsi que le texte des réponses reçues des États⁸ au questionnaire sur le sujet qui leur avait été adressé le 30 septembre 1999. À sa 2633^e séance, le 7 juin 2000, la Commission a décidé de renvoyer les projets d'articles révisés 1^{er} à 4 au Comité de rédaction et le projet d'article révisé 5 au Groupe de travail sur le sujet.

11. À sa cinquante-troisième session, en 2001, la Commission a examiné le quatrième rapport du Rapporteur spécial⁹ et créé un groupe de travail à composition non limitée. Sur la

⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10* (A/53/10), par. 192 à 201.

⁶ A/CN.4/500 et Add.1.

⁷ A/CN.4/505.

⁸ A/CN.4/500 et Add.1.

⁹ A/CN.4/519.

recommandation du Groupe de travail, la Commission a prié le secrétariat d'adresser aux gouvernements un questionnaire les invitant à fournir des informations supplémentaires sur leur pratique en matière de formulation et d'interprétation des actes unilatéraux.

12. À sa cinquante-quatrième session, en 2002, la Commission a examiné le cinquième rapport du Rapporteur spécial¹⁰, ainsi que le texte des réponses des États au questionnaire sur le sujet distribué le 31 août 2001¹¹. Elle a aussi constitué un groupe de travail à composition non limitée.

13. À sa cinquante-cinquième session, en 2003, la Commission a examiné le sixième rapport du Rapporteur spécial¹².

14. À sa 2771^e séance, la Commission a constitué un groupe de travail à composition non limitée sur les actes unilatéraux des États, présidé par M. Alain Pellet. Le Groupe de travail a tenu six séances.

15. À sa 2783^e séance, le 31 juillet 2003, la Commission a examiné et adopté les recommandations figurant dans les parties 1 et 2 du rapport du Groupe de travail concernant la portée du sujet et la méthode de travail¹³.

¹⁰ A/CN.4/525 et Add.1 et Corr.1 et Corr.2 (anglais et arabe seulement) et Add.2.

¹¹ A/CN.4/524.

¹² A/CN.4/534.

¹³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 10* (A/58/10), par. 304 à 308.